

unité départementale d'Ille et Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 RENNES

RENNES, le **29 AOÛT 2022**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/08/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VANDEMOORTELE BAKERY PROD.FR.exPANAVI1

ZA Montigné EST
35370 TORCE

Code AIOT : 0005501558

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/08/2022 dans l'établissement VANDEMOORTELE BAKERY PROD.FR.exPANAVI1 implanté ZA Montigné EST 35370 TORCE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le déficit de précipitations rencontré en Ille-et-Vilaine au cours des six derniers mois a conduit à l'instauration progressive, depuis le 24 mai dernier, de mesures de restriction des prélèvements d'eau telles que prévues par l'arrêté cadre sécheresse du 11 juin 2021.

Sur la base de l'observation de la dégradation des indicateurs de suivi de la ressource en eau et de l'absence de perspective de précipitations et afin de traduire le risque fort d'une pénurie, l'ensemble du département a été placé en niveau d'alerte renforcée sécheresse ou de crise, que ce soit pour le milieu aquatique ou pour la ressource en eau potable, par arrêté préfectoral du 02 août dernier.

Dans ce contexte, une action de contrôle a été engagée par les services de l'Inspection des installations classées en direction des plus gros consommateurs industriels du département pour vérifier la bonne application des mesures de réduction.

Outre les constats relatés dans ce rapport, on rappellera que le contexte décrit ici est susceptible d'évoluer. En l'absence d'épisode pluvieux dans les prochaines semaines, des mesures de restriction encore plus contraignantes sur les prélèvements et les usages de l'eau pourraient être prises. Il convient d'ores-et-déjà de les anticiper en identifiant des actions adaptées à cette situation.

Enfin, en annexe du courrier de suite, on trouvera différentes ressources que l'exploitant pourra mobiliser pour se tenir informé de l'évolution de la situation ou pour l'aider à réduire ses

consommations en eau.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VANDEMOORTELE BAKERY PROD.FR.exPANAVI1
- ZA Montigné EST 35370 TORCE
- Code AIOT : 0005501558
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED

Cette installation fabrique et congèle de la viennoiserie industrielle.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suivi des consommations d'eau
- Diagnostic et plan d'action suite à l'Arrêté Sécheresse du 02/08/2022

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre; ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Réduction de consommation ou mesure alternative	Arrêté Préfectoral du 02/08/2022, article Annexe 3 ligne 16(niveau alerte renforcée ou crise)	/	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Bilan mensuel	Arrêté Préfectoral du 02/08/2022, article Annexe 3 ligne 16(niveau alerte renforcée ou crise)	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Suivi des consommations	Arrêté Préfectoral du 02/08/2022, article Annexe 3 ligne 16(niveau alerte renforcée ou crise)	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection a constaté l'intérêt de l'exploitant pour le suivi de la consommation d'eau. Toutefois, les programmes entrepris dans cet optique méritent à ce stade d'être approfondis afin de mieux prendre en compte les enjeux à venir.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi des consommations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2022, article Annexe 3 ligne 16(niveau alerte renforcée ou crise)
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Réduction de la consommation en eau utilisée dans les différents process relatifs aux usages industriels - Relevé des compteurs à fréquence bimensuelle
Constats : L'exploitant nous a présenté le détail des consommations d'eau dans la fiche d'auto-diagnostic jointe au présent rapport. Le suivi des consommations est réalisé à l'aide d'un compteur principal et de 4 sous-compteurs. Le compteur principal est relevé tous les 15 jours tandis que les sous compteurs des lignes de productions sont relevés tous les 15 jours et ceux des Tours d'Aéro Réfrigération sont relevés tous les 7 jours. Les mesures sont examinées à chaque relevé pour détecter des anomalies (signalement à la maintenance avec suivi via GMAO). L'équipe a intégré depuis 2022 la consommation d'eau comme indicateur de performance. Celui-ci fait l'objet d'un suivi à plus long terme avec l'équipe de direction qui est suivi lors des comités de direction(volume d'eau consommé par tonne produite).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Réduction de consommation ou mesure alternative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2022, article Annexe 3 ligne 16(niveau alerte renforcée ou crise)
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Réduction de la consommation en eau utilisée dans les différents process relatifs aux usages industriels - 25 % de la consommation hebdomadaire moyenne de l'année hors période de sécheresse, sauf si : - l'arrêté préfectoral encadrant l'activité prévoit des prescriptions relatives aux économies d'eau à réaliser en cas de sécheresse, Ou - l'industriel peut présenter un diagnostic de moins de 5 ans portant sur son procédé et proposant un plan d'actions de réduction des consommations d'eau qu'il s'est engagé à mettre en oeuvre, Ou - l'industriel peut démontrer que ses besoins en eau utilisée pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum (e.g mise en oeuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, respect d'une valeur de consommation spécifique reconnue pour le secteur d'activité).
Constats : L'exploitant n'a pas diminué sa consommation d'eau et est contraint par la saisonnalité de sa production. Il n'a entrepris aucun diagnostic de sa consommation mais semble s'intéresser à cette thématique. Dans ce cadre, la société VANDEMMORTELE a entrepris sur son site PANAVI 1 de: -Ajoute des sous compteurs supplémentaires permettant d'optimiser le contrôle de sa consommation - Mener des actions de sensibilisation de son personnel sur la problématique de l'eau. - Réviser ses procédures de nettoyage L'exploitant déclare ne pas avoir énormément de marge de manoeuvre du fait que les Tours d'Aéro Réfrigérations représentent à elles seules 50 % de la consommation du site. Une démarche de réduction d'eau a été entreprise sur le dégrilleur en utilisant de l'eau chaude ce qui permettrait de diminuer la consommation d'eau mais cette économie n'a pas été évaluée. L'Inspection regrette que l'action se limite uniquement sur le dégrilleur qui ne représente que 10 % de la consommation d'eau du site. Ce point est d'autant plus dommageable que le remplacement des Tours d'Aéro Réfrigérantes s'est effectué en 2022 sans tenir compte des potentielles économies d'eau par le choix d'autres technologies moins consommatrices d'eau (Tours Adiabatiques) que des industriels du même secteurs mettent en oeuvre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Bilan mensuel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2022, article Annexe 3 ligne 16(niveau alerte renforcée ou crise)
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Réduction de la consommation en eau utilisée dans les différents process relatifs aux usages industriels - Bilan mensuel des mesures mises en place et des économies d'eau réalisées
Constats : L'exploitant s'intéresse depuis peu à la thématique de l'eau. Par conséquent aucun bilan sur les économies réalisées n'a été mis en oeuvre. L'exploitant s'est engagé à suivre les économies réalisées notamment sur le nouveau dispositif de dégrilleur qui a été installé il y a un peu moins d'une semaine. L'inspection rappelle à l'exploitant que le bilan visé par la prescription porte de manière plus large sur l'ensemble de la consommation des eaux industrielles du site.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

